

La Russie se défend pour la première fois depuis sa défaite dans la guerre froide, pour la première fois depuis la réunification de l'Allemagne sous le parapluie de l'Otan, et pour la première fois après un quart de siècle de trahisons de la part de l'Occident.

Voilà déjà dix ans que l'Otan est implantée à la frontière russe, dans les Etats baltes. En séparant la Crimée de l'Ukraine, la Russie entend aujourd'hui empêcher que sa flotte de la mer Noire se retrouve bientôt en zone Otan. Sérieusement, comment s'en étonner ?

C'est bien autre chose qui avait été promis, juré la main sur le cœur en 1990. Le 9 février, James Baker, le secrétaire d'Etat américain [de George Bush], avait assuré au réformateur [de l'Union soviétique] Mikhaïl Gorbatchev dans la salle Catherine II, haut lieu historique du Kremlin, que l'alliance occidentale n'étendrait "pas d'un pouce" son influence vers l'Est si Moscou acceptait que l'Allemagne réunifiée entre dans l'Otan.

Le lendemain, 10 février, Hans-Dietrich Genscher, le ministre des Affaires étrangères allemand, refit cette promesse à Edouard Chevardnadze, son homologue russe, comme l'a confirmé par la suite une note confidentielle du gouvernement allemand : "Nous sommes conscients que l'appartenance d'une Allemagne unie à l'Otan soulève des questions complexes. Mais une chose est sûre pour nous : l'Otan ne s'étendra pas à l'Est." Gorbatchev se souvient lui aussi que l'Otan était convenu de "ne pas s'étendre d'un pouce en direction de l'Est." Il a seulement commis une grave erreur : il a fait confiance à l'Occident et n'a pas fait mettre par écrit cette parole donnée.

Une menace directe pour la Russie

Les Polonais, les Tchèques et les Hongrois ont donc [adhéré à l'Otan](#) en 1999, la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie et les trois Etats baltes en 2004. Quatre ans plus tard, lors du sommet de l'Otan de Bucarest, ça a failli être le tour de l'Ukraine mais l'idée en est restée au stade de projet – Angela Merkel avait changé d'avis au dernier moment et appuyé sur la pédale de frein. Vladimir Poutine, qui était arrivé le dernier jour du sommet à Bucarest, avait mis en garde : "L'apparition d'un puissant bloc militaire à nos frontières sera considérée en Russie comme une menace directe pour notre sécurité."

Il ne faut pas oublier cela si on veut être honnête, pondéré dans son jugement et apte à comprendre la peur russe d'être encerclé. Poutine agit de façon rationnelle – il répond à la politique de puissance de l'Occident par une politique de puissance. [Pour Angela Merkel, Poutine vit dans un autre monde](#). C'est vrai : le monde d'un homme trahi.

Il faut faire abstraction de la propagande entonnée dans les deux camps pour comprendre. Le virage à l'Ouest de l'Ukraine est l'avant-dernier chapitre de l'instauration d'un nouvel ordre européen après la chute de l'Union soviétique. Le dernier chapitre s'écrit en Biélorussie.

Nuire à Poutine

En proposant à Kiev un accord d'association, l'Union européenne, a, dans sa bêtise stratégique, obligé l'Ukraine à choisir entre l'Ouest et la Russie - et l'a ainsi écartelée. Quand l'autocrate Ianoukovitch a fini par refuser de signer, il a été renversé et l'accord pour un changement de pouvoir à Kiev conclu avec la participation de la Russie n'a pas tenu vingt-quatre heures. La Russie s'est à nouveau sentie trahie, elle a jugé que l'Ukraine était perdue et a mis la main sur la Crimée, que Khrouchtchev avait offerte à l'Ukraine en 1954, à l'époque soviétique.

Depuis, Kiev met ouvertement le cap sur l'Otan. Le parti de Ioulia Timochenko, au pouvoir, a annoncé son intention d'adhérer à l'Alliance atlantique, et Anders Fogh Rasmussen, secrétaire général de l'Otan, déclare [vouloir "intensifier le partenariat avec l'Ukraine"](#).

Les jeux sont faits, la question n'est plus que de savoir qui a l'air le plus défait. Et ce sont les Russes, car ils n'ont pas le sens de l'esthétique politique. Il est facile de les faire apparaître comme des brutes épaisses. Les Etats-Unis profitent de l'occasion pour se venger de la fuite à Moscou d'Edward Snowden et l'Otan, qui a bombardé la Serbie en violation du droit international et la Libye sur des bases juridiques douteuses, dénonce avec un pathos hypocrite l'occupation illégale de la Crimée.

Si l'Occident cherchait une solution juste, il aurait organisé un référendum sous contrôle international au lieu d'en laisser organiser un sous le contrôle des armes russes ; peut-être qu'une grande majorité se serait prononcée en faveur d'une plus grande autonomie au sein de l'Ukraine. Mais il ne s'agit pas ici du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il s'agit d'instaurer un nouvel ordre à l'Est et de nuire à Poutine.